

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

**Manifestation à 10h 30
Place de la République
1er Mai**

**A L'APPEL
du PCMLF et du PCRML**

avec la participation de :
L'Organisation du Travailleur tunisien (El Amel Tounsi), PTHB (Turquie) Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine, Comité pro-fondation du parti des travailleurs dominicains (PTD), Parti communiste révolutionnaire d'Uruguay, PCTP-MRPP, ASEC, UEIF (CISNU), FMEE, UEG, AGE (Gabon)
(Voir page 4)

Feu vert pour la hausse des prix !

**LE NOUVEAU PLAN BARRE SE MET EN PLACE : HAUSSE
DES SERVICES PUBLICS. RESTRICTION SUR LES SALAIRES.
LICENCIEMENTS ET RESTRUCTURATION.**

(voir notre article page 8)

• Afrique du Sud

Un professeur noir a été tué et un autre blessé lors d'une émeute dans un lycée du bantoustan (foyer tribal) Kwazulu, dimanche à minuit, a annoncé lundi le premier ministre du bantoustan.

Environ 200 jeunes Africains ont attaqué l'école Sainte-Augustine, située près de Dundee, dans le nord de la province du Natal, à l'aide de pierres et d'autres armes improvisées.

Les observateurs soulignent que ce qui avait été jusqu'ici largement épargné par les émeutes anti-apartheid qui ont éclaté dans les principaux centres urbains du pays depuis juin 1976.

• Rhodésie

La police rhodésienne a dispersé lundi matin plusieurs centaines d'étudiants noirs manifestant contre l'accord intérieur du 3 mars et en faveur du Front patriotique de Joshua Nkomo et Robert Mugabe.

Les étudiants, qui avaient déclenché une grève générale sur le campus de l'université de Salisbury, envisageaient de manifester devant Milton House, dans le centre de la ville, où siège le conseil exécutif composé des quatre signataires de l'accord de Salisbury. Ils ont marché pendant trois kilomètres en direction du centre de la ville en portant des pancartes avant d'être dispersés par les forces de l'ordre.

Sur leurs pancartes, les étudiants dénonçaient comme étant des « fantoches », les trois leaders noirs qui ont signé l'accord intérieur avec le Premier ministre, M. Ian Smith : l'évêque Abel Muzorewa, le révérend Ndabaningi Sithole et le chef Jeremiah Chimurenga. Ils proclamaient d'autre part leur soutien au Front patriotique de Nkomo et Mugabe, opposé à l'accord intérieur, et qui mènent la guérilla à partir des bases installées dans les pays africains voisins, le Mozambique et la Zambie.

C'est la première manifestation de rue hostile à l'accord du 3 mars depuis la mise en place du gouvernement intérimaire.

• Saint Denis

Incendie dans un foyer Sonacotra

(De notre envoyé spécial)

A huit heures moins le quart, lundi 24 avril, à l'angle droit du bâtiment du foyer Sonacotra Gallieni parallèle à l'autoroute, des flammes apparaissent soudain à hauteur du deuxième étage. Rapidement les flammes s'étendent. Les pompiers sont alertés aussitôt. Ils arrivent à huit heures trente. C'est ce que nous dit une habitante* de la cité dont on sent qu'elle est encore sous le coup de la peur. Pour elle, l'arrivée des pompiers a été bien tardive. En un quart d'heure, le feu a gagné tout le bâtiment comme au CES Pailleron. Les pompiers ont réussi à l'éteindre à 10 H 30. Seule demeure debout la carcasse en tôle noircies, et les poutrelles métalliques visibles à l'intérieur. Rien ne reste des cloisons ni du parquet. Tout l'intérieur était en bois, les cloisons, les parquets, les escaliers. Cette construction de bois a été un facteur de propagation rapide et un aliment pour le feu. Comme toutes les cloisons se sont consumées rapidement, les courants d'air attisaient les

flammes. Et pourtant il n'y a pas eu de victimes graves. La raison en est, explique une habitante du quartier, que c'était un jour et une heure d'école, qu'il y avait peu de monde et que les gens présents dans le bâtiment ont pu sortir. Une femme qui a essayé de descendre par les fenêtres et qui est tombée du troisième au quatrième étage, s'est cassée une jambe. Une autre habitante a été prise d'une crise de nerf provoquée par la peur. La cause de cet incendie n'est pas encore connue avec certitude. On pense à un court-circuit ou à une fuite de gaz. Mais rien n'est sûr. Il faut signaler que cette cité est une cité de transit de la Sonacotra où logent des travailleurs immigrés en majorité portugais. Ces travailleurs font la grève des loyers comme dans de nombreux autres foyers. Mais il est impossible pour l'instant de dire si l'incendie est lié à cette grève. Quoi qu'il en soit, tout comme pour le CES Pailleron, la moindre étincelle

dans une telle construction peut la transformer en brasier. Le type de construction est en cause. Elle est un déficit à toutes les normes de sécurité. Plusieurs dizaines de familles, dont de nombreux enfants, habi-

taient le bâtiment détruit. Que serait-il advenu si le feu avait pris la nuit ? Les foyers de transit sont sou-

vent des tombeaux en puissance. La sécurité dans les foyers pourrait aussi faire partie de la lutte en cours.

En un quart d'heure, ce bâtiment de la cité Gallieni s'est totalement embrasé. Comme le CES Pailleron, sa façade était faite de tôles et de plaques de polystyrène, matériau très inflammable. Aucune installation coupe-feu n'était installée. C'est une sorte de miracle s'il n'y a pas eu de morts: 34 logements ont été détruits. Les biens des 200 sinistrés qui se retrouvent dans le plus complet dénuement ont été détruits.



Congrès du PCE à Madrid

Les eurocommunistes triomphent

Cette fois, c'est décidé, le PCE ne se réclame plus du léninisme. Il se définit maintenant comme un « parti marxiste, révolutionnaire et démocratique ». Ces termes, d'ailleurs ne correspondent pas plus à la réalité de la politique du PCE que celui de léninisme puisque ce parti se situe davantage à l'avant-garde de la collaboration de classe.

La ligne « carrilliste » a triomphé à ce congrès avec un rapport de force de 80 % des voix. Carrillo réelu secrétaire général s'est étendu, dans son discours de clôture, sur le fait que son parti était le champion de l'eurocommunisme.

Mais il a surtout insisté sur la démocratie qui règne dans le PCE, puisque, selon lui, tout le monde aurait participé à la discussion. En fait, ces discussions n'étaient plus que formalités : cela fait déjà un bon

bout de temps que Carrillo, au nom de l'ensemble de son parti, avait annoncé l'abandon du léninisme, ce qui avait provoqué beaucoup de remous lors des réunions régionales et même des départs de militants déclarant qu'il n'y avait pas de démocratie dans le PCE.

De nouveaux statuts ont été adoptés, qui concrétisent cette ligne. L'élection du Comité central n'a pas amené de grands changements. Simplement, on peut noter une part plus importante donnée aux dirigeants syndicaux des commissions ouvrières, syndicat sous la direction du PCE.

Carrillo a conclu le congrès en déclarant : « Nous sommes très bien dans l'Espagne d'aujourd'hui (10 % de chômeurs seulement !) mais nous serons encore mieux dans l'Espagne de demain ».

L'affaire du boeing sud-coréen

Le « Boeing 707 » de la compagnie sud-coréenne, parti de Paris jeudi, devait rejoindre Séoul par la route du pôle avec une escale en Alaska. Mais l'avion ne s'est pas arrêté en Alaska, on ne sait toujours pas pourquoi mais probablement à cause de défaillances techniques. L'avion a dévié de sa route et a pénétré en territoire soviétique dans la région de Mourmansk que les Soviétiques qualifient de stratégique.

L'avion est alors pris en chasse par un avion de chasse soviétique pendant quelques temps, moins de quinze minutes selon les passagers. Sans avoir prévenu, sans avoir lancé un seul avertissement, l'avion de chasse a tiré sur l'arrière du Boeing pour l'obliger à se poser. Deux personnes ont été touchées et sont décédées peu après. Le pilote a réussi à poser son avion sur un lac gelé.

Les passagers secourus au bout de quelques heures ont été amenés à Mourmansk pour reprendre leur voyage. Le pilote et le navigateur ont été retenus en URSS. Le co-pilote de l'appareil a déclaré dimanche que l'appareil soviétique était visible depuis cinq minutes de la cabine de pilotage du Boeing et qu'il a tiré sans avoir tenté de rentrer en contact-radio avec l'équipage du Boeing.

Il est pour le moins surprenant de voir l'URSS tirer sur un avion de ligne apparemment pacifique sans avoir pris les mesures d'usage. On imagine quel scandale l'URSS aurait fait si une telle aventure était arrivée à l'un de ses avions de ligne.

Dimanche après-midi, la plupart des passagers de la KAL, ont quitté Helsinki pour reprendre leur voyage vers Séoul.

• Liban

Une semaine décisive



Le peuple libanais aux côtés de la résistance palestinienne contre l'agression israélienne.

La situation politique au Liban demeure dangereusement instable en dépit de l'accord de principe intervenu dimanche entre les principaux courants politiques parlementaires. Conclu essentiellement sous l'impulsion des dirigeants des partis phalangistes et conservateurs, celui-ci, qui n'est pas encore ratifié par le Parlement libanais, prévoirait « la suspension de toute activité armée palestinienne ou autre sur l'ensemble du territoire libanais ».

De nouveaux et après débats ne manqueront pas de surgir au Parlement lors du vote de cet accord car les forces politiques libanaises sont profondément divisées sur l'attitude à adopter face à la question de la présence palestinienne au Liban.

Phalangistes et conserva-

teurs n'hésitent pas à porter tous leurs coups sur les Palestiniens, allant même jusqu'à collaborer ouvertement avec les agresseurs sionistes. Forces politiques musulmanes et progressistes se solidarisent par contre avec la Résistance palestinienne et appellent à organiser, en liaison avec elle, la lutte commune contre Israël.

Le porte-parole libanais à l'ONU, à propos du récent débat sur le budget des « Casques bleus » au Liban, a d'ailleurs souligné que, en dépit des contradictions entre la logique de la Révolution palestinienne et celle de l'État libanais, « la solidarité avec la cause palestinienne demeure quand elle est confrontée aux efforts constants de déstabiliser le Liban, dans la guerre et dans la paix ».

De son côté, le porte-

parole de l'OLP a rappelé que Yasser Arafat avait donné des instructions précises pour que l'OLP collabore pleinement avec les forces de l'ONU, mais dans le cadre strict de l'objectif qui leur a été assigné par l'assemblée générale : accélérer le départ immédiat et complet des troupes d'occupation sioniste.

L'hebdomadaire de la Résistance « Falastine al Saroua », publiait dimanche un éditorial affirmant que « la Résistance palestinienne a toujours préconisé la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays arabes » en précisant que « ce principe suppose également la non-ingérence dans les affaires intérieures palestiniennes ».

En Israël, Begin continue de durcir ses positions. Moshe Dayan a affirmé, samedi à la télévision israélienne, que les troupes d'occupa-

tion sionistes pourraient rester dans les territoires occupés « pour une période longue, indéfinie ».

De son côté, l'ancien chef d'état-major israélien, le général Gura, a estimé que les « Casques bleus » devraient rester en permanence au Sud-Liban, comme au Golan et au Sinaï.

Mais cette politique d'agression et d'expansion continue de susciter des remous en Israël même où le « Mouvement pour la paix aujourd'hui » continue de développer sa campagne sur le thème : « Plutôt la paix sans les territoires occupés que les territoires sans la paix ». Il vient de recevoir l'appui de trois-cent-cinquante professeurs et universitaires de Jérusalem et Tel Aviv qui ont signé dimanche un manifeste de solidarité avec la plate-forme du Mouvement.

Négociations Salt, Vance et Gromyko à Paris

Ils n'ont pas avancé d'un pouce

Le secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance a quitté Moscou dimanche après trois jours d'entretiens centrés sur la recherche d'un nouvel accord Salt pour la limitation des armements stratégiques.

Avant de repartir, Vance a déclaré : « Nous avons fait quelques progrès sur les négociations Salt et aussi quelques progrès vers une meilleure compréhension ». Gromyko, ministre soviétique des Affaires étrangères s'est contenté d'approuver.

En fait, ils ne sont parvenus à aucun accord. Aucune percée décisive n'a été accomplie sur les trois problèmes qui bloquent les négociations Salt : les missiles stratégiques soviétiques « SS 19 » et « SS 20 », le

bombardier soviétique « Backfire » et le missile de croisière américain « Cruise ».

Une prochaine rencontre sur les Salt devrait se tenir sans doute au mois de mai à New-York. Pendant ce temps, ils construisent chacun de leur côté le maximum d'engins de guerre.

D'autres points ont été abordés, à savoir, les questions de l'Afrique, du Moyen-Orient et des négociations de Vienne sur la réduction des forces en Europe. Aucune information n'a été transmise à ce sujet.

Ils s'accordent tous à dire que l'ambiance était bonne, il semble que ce soit le seul accord qui ait rassemblé les deux délégations durant ces trois jours.

• Coloqne (RFA)

20 000 manifestants contre le nazisme

Une vingtaine de milliers de rescapés de la terreur nazie et d'anciens résistants ont défilé samedi à Cologne pour réclamer « La dissolution des associations d'anciens « SS » et l'interdiction de toute activité et propagande nazie ». Il s'agit de la plus importante manifestation de ce genre jamais réalisée en RFA.

Près d'un quart des manifestants étaient venus de France. 84 associations représentant 21 pays avaient

appelé à ce rassemblement. Les extrémistes de droite qui avaient annoncé leur intention de troubler la manifestation s'étaient finalement réunis - souvent en uniforme nazi - dans un local de la banlieue de Cologne.

Les orateurs ont insisté sur le caractère anti-démocratique des associations « SS ». Ils ont précisé que la manifestation « n'était pas dirigée contre le peuple allemand ».

• Nigéria

Interdiction de l'Union nationale des étudiants

Le gouvernement nigérian a décrété l'interdiction de l'Union nationale des étudiants nigériens et la fermeture des trois principales universités du pays, à la suite de manifestations où les étudiants se sont heurtés violemment à la police intervenue pour réprimer la manifestation de protesta-

tion contre les hausses du coût de la vie.

Les trois principaux journaux du pays accusent la brutalité policière, même le journal où le gouvernement possède une forte participation réclamé la démission du colonel Ali, ministre de l'Éducation.

A lire dans « La Chine en construction »

• LES FEMMES ET LA RÉVOLUTION » (Numéros de mars et avril)

• L'ENSEIGNEMENT AUJOURD'HUI EN CHINE » (Numéro d'avril)

Le numéro : 1,90 F

L'abonnement d'un an : 19 F

Pour tout renseignement, écrire à E-100 - 24, rue

Philippe de Girard 75010 - Paris



PCF

Le débat est faussé

« Quelque soit l'issue des élections de mars prochain, compte tenu de tout ce qui aura été détruit, se posera le problème du parti. Ce parti paradoxal dont on peut dire à la fois qu'il est le seul parti démocratique, parce qu'il constitue l'instrument d'intervention politique des masses que le système capitaliste écrase et atomise, et qu'il fonctionne de manière non démocratique ».

Cette phrase fut écrite en février par Jean Rony, membre du comité de rédaction de la revue du PCF « France Nouvelle », un des contestataires d'après le 19 mars.

Dans le vaste débat (débat inorganisé, étouffé aussi) qui se déroule au sein du PCF depuis l'échec électoral, trois types de questions reviennent régulièrement : pourquoi des gens qui avaient intérêt à voter pour nous ne l'ont pas fait, comment fallait-il mener l'alliance avec le PS, comment se fait-il qu'il n'y ait pas plus de démocratie dans ce parti ?

La question du centralisme démocratique est la plus sensible des trois aux yeux des militants les plus jeunes, venus récemment au PCF, intellectuels. C'est aussi celle qui fait couler le plus d'encre.

La façon dont Jean Rony pose la question est typique : ce n'est pas la ligne du PCF qui est remise en cause, mais une mauvaise application de la ligne du 22e congrès. Le 22e congrès se définissait comme le congrès de l'ouverture du PCF : « Pour une voie démocratique au socialisme ».

Ce qui se dit aujourd'hui c'est que dans les masses cette ligne ne fut pas vraiment appliquée : l'ouverture ne fut pas suffisante, tout ne fut pas suffisamment fait pour gagner les ingénieurs, les cadres, les petits notables, toute une série de couches sociales effrayées parce que certains appellent le « misérabilisme » ou « l'ouvriérisme » de la campagne législative du PCF.

Et deuxièmement, qu'à l'intérieur même du PCF il n'y a pas cette démocratie dont on parle tant par ailleurs : la ligne change sans cesse sans que la base soit consultée, les accords avec le PS se signent et se défont sans débat intérieur, il existe aux différentes instances toute une série de gens pistonnés, placés là par arrivisme et bloquant toute démocratie.

Ce débat est faussé pour au moins deux raisons. Tout d'abord le fait que ceux qui l'ont imposé ce sont quelques intellectuels qui tiennent les rênes du PCF, qui ont donc participé directement à l'élaboration de la ligne du 22e congrès, l'ont acceptée et développée. Or ils ne peuvent en rien prétendre représenter tout ce qui se dit et se pense aujourd'hui au sein du PCF, à la base notamment.

Ensuite, dire ce qui se dit dans un peu tous les journaux aujourd'hui, ce n'est pas aller au fond des choses. Pour aller au pouvoir par « la voie démocratique au socialisme » comme le dit le 22e congrès, il faut que le PCF passe des alliances électorales avec le PS, qu'il fasse des concessions sans principe avec des couches de plus en plus à droite politiquement. C'est toute la stratégie électoraliste qui veut cela.

Lors des dernières élections présidentielles, les dirigeants du PCF n'allèrent-ils pas jusqu'à appeler les gaullistes à voter pour Mitterrand au second tour, plutôt que pour Giscard ?

Cette ligne du 22e congrès, c'est une ligne qui ne peut qu'aller de trahison en reniements : reniement officiel de la dictature du prolétariat hier et pourquoi pas du léninisme demain, alliances sans principes avec les socialistes et les radicaux hier et pourquoi pas avec des forces de droite demain ?

Non, nous n'exagérons rien, regardez ce que vient de faire Carrillo et son parti en Espagne, Berlinguer en Italie : l'un renie le léninisme, l'autre collabore avec la droite au gouvernement.

Ce sont ces questions-là qu'il faut poser aujourd'hui au sein du PCF si l'on ne veut pas une fois encore voir le Comité central récupérer les questions et les contestations, glorifier le 22e congrès et se lancer dans une fuite en avant dans le même sens, dans la voie électorale de la trahison et de l'échec.

BREST

Manifestation le lundi 1er mai à 14 H

Terre-plein des syndicats

A l'appel de l'Humanité rouge, JCMLF, UOPDP

avec le soutien du PCMLF et du PCRML

600 Français au Tchad

Drôles de coopérants !

Comme nous l'avons annoncé, deux jeunes Français, présents au Tchad sous le titre de coopérants sont morts au cours de combats qui opposent actuellement le gouvernement tchadien de Malloum et les patriotes. Par ailleurs, des bruits persistants affirment que des troupes de parachutistes et de légionnaires français sont partis au Tchad, la semaine dernière.

Selon les accords internationaux, il ne devrait plus y avoir dans ce pays d'Afrique de soldats français. Mais...

Selon l'accord de 1976, seuls quelques coopérants français devraient stationner au Tchad et à la demande du gouvernement de ce pays. La présence de ces coopérants aurait des buts humanitaires, selon les deux gouvernements. Il n'en est rien.

Ces Français sont bien là pour aider le gouvernement tchadien à mener la guerre contre la lutte de libération des patriotes tchadiens. Ils servent à assurer ce qui reste de présence française en Afrique.

La France, vieil et ancien empire colonial, dominait une énorme partie du continent noir. Ce sont les luttes de libération des peuples africains qui ont mis fin, dans bien des endroits, à la domination coloniale française.

Mais dans certains endroits, la France reste présente : militairement, économiquement, culturellement. Le Tchad est, pour la

bourgeoisie française, une base importante à plusieurs égards.

Elle y contrôle toute la production du coton, la principale (on pourrait même dire la seule) culture de ce pays. De la production à la consommation,

tout le coton tchadien est aux mains des capitalistes français.

Ensuite, l'exemple du Tchad est un point de repère pour certains gouvernements d'Afrique qui comptent sur la France et sur son « aide ». La présence française au Tchad est un peu la garantie politique de la présence française en Afrique.

Pour les patriotes tchadiens, cette « dictature néo-coloniale » est, à juste titre, inadmissible. Ils continuent la lutte armée. Récentement, les combats ont

pris plus d'ampleur. A Salal, dimanche 16 avril, ils passent à l'assaut. C'est là que les deux Français morts révèlent ce que tout le monde savait plus ou moins confusément : sous l'habit du « coopérant », c'est bien un encadrement militaire français qui stationne au Tchad.

Non contents de ce fait, le gouvernement aurait envoyé, quelques jours après, armes, hommes et munitions pour y défendre ses intérêts impérialistes et combattre les patriotes tchadiens.



Patriotes tchadiens au combat.

Marée noire

« Nous ne sommes pas des candidats au suicide collectif »

Jeudi dernier, une centaine d'étudiants et de jeunes ont investis à Brest le siège de la direction départementale de l'équipement et ont présenté à un des responsables, une motion rédigée par le Comité étudiant anti-marée noire de Brest.

L'occupation pacifique des locaux collectifs de la DDE s'est achevée à 18 h 30 par une brutale intervention de plus de trois cents gardes-mobiles armés jusqu'aux dents. Malgré cela la mobilisation étudiante se poursuit à Brest contre le crime de l'Amoco-Cadix. Voici le texte de la motion.

La mer est morte, la côte est complètement polluée. Il n'est pas question de polluer de la même manière l'intérieur. Les fosses portent le risque de toucher les nappes phréatiques, enterrer les déchets présente les mêmes risques. Aussi longtemps qu'une solution acceptable de stockage ne sera pas établie, nous nous opposons au nettoyage criminel qui multiplierait la pollution.

Nous nous opposons à l'utilisation de détergents qui sont toxiques et inefficaces. Un volume de détergents dilués dans le meilleur des cas six volumes de pé-

trôle et coute très cher, très, très cher.

Nous ne faisons aucune confiance aux responsables gouvernementaux qui ont maintes et maintes fois fait non seulement la preuve de leur inefficacité, mais pire de leur nocivité (par exemple Bécam à Quimper).

Nous exigeons que les pollueurs paient intégralement tous les frais.

Que les marins-pêcheurs et tous les travailleurs de la mer soient consultés sur toutes les décisions et que la répartition de fonds d'indemnisation soient contrôlée par la population. Nous savons par exemple

que des chômeurs sont employés à 11 F 50 de l'heure (c'est-à-dire moins que le SMIC) pour quatre vingt heures par semaine, à la station de dégazage de Brest : sans contrôle médical ni aucune protection sérieuse, et que des entreprises telle que Laving Glaces s'engraissent ainsi sur le compte du plan Polmar.

Nous exigeons que des volontaires chômeurs soient prioritaires pour le nettoyage avec les garanties médicales et 2 400 F par mois.

Nous exigeons que les étudiants dont les études dépendent des travaux saisonniers soient considérés comme sinistrés. Personne ne doit souffrir financièrement de la marée noire.

Nous exigeons la publication du plan Orsec-Radiation et interdisions toute centrale nucléaire. Nous interdisions aussi tout transport et utilisation de produit dangereux avant qu'il ne soit placé sous contrôle populaire. Pas de Minamita en Bretagne ou ailleurs.

Nous condamnons tous les responsables gouvernementaux et leurs complices administratifs (Préfet, etc.) à la démission sans délai.

Nous n'admettons aucun emploi en moins du fait de pollution quelle qu'elle soit.

Nous n'admettrons pas plus longtemps que les seules condamnations qui aient eu lieu sur la marée noire ne portent que sur ceux qui luttent contre :

- UFC : 1 million d'ancien francs d'amende pour avoir appelé au boycott.

- Un étudiant tunisien ramené lors d'une manifestation anti-marée noire à Paris : 3 mois de prison ferme !

Enfin nous condamnons sans appel cette société où les profiteurs n'ont d'autre logique que de nous faire consommer toujours plus sans que la population y trouve satisfaction.

BREST, Le 20 avril
Comité anti-marée noire
Étudiant

Union, action, révolution.

1er Mai 1978



Déjà en 1977, les marxistes-léninistes avaient manifesté dans l'unité le 1er mai avec de nombreuses organisations anti-impérialistes.

Tract d'appel à la manifestation

Barre succède à Barre... La coalition de droite, parce qu'elle n'a pas perdu les élections, se croit les mains libres pour aggraver la politique de chômage, d'austérité et de répression. Assurer avant tout la rentabilité des entreprises, tel est l'objectif avoué de la politique économique de la bourgeoisie.

Pour les patrons, c'est la liberté de mener à bien les restructurations d'entreprises jugées non-rentables. Des dizaines de milliers de suppressions d'emplois sont programmées dans la sidérurgie, le textile, etc. C'est aussi désormais la « liberté des prix ». Et l'État montre l'exemple : partout des augmentations importantes de tarifs publics sont en cours.

La vieille droite réactionnaire se croit en position de force et compte sur le désarroi des travailleurs après les élections. Mais elle se trompe : la gauche est battue, mais L'ÉCHEC DE LA GAUCHE N'EST PAS L'ÉCHEC DES TRAVAILLEURS !

Ce qui a été battu le 19 mars, ce ne sont pas les réelles aspirations des travailleurs à un changement véritable, à un changement de société, mais des partis qui, par leurs querelles et leurs disputes continuelles, ont montré clairement que leur véritable objectif n'était pas l'intérêt des travailleurs mais la volonté d'arriver chacun au gouvernement pour, le moment venu, évincer l'autre.

Qu'attendrions-nous maintenant de ces partis bourgeois ? Pendant des années, au nom de la réussite du Programme commun, ils ont morcelé les luttes et empêché toute riposte d'ensemble contre les plans d'austérité successifs de la bourgeoisie. Aujourd'hui, ils se renvoient la responsabilité de l'échec et s'affirment incapables d'offrir la moindre perspective politique aux travailleurs, si ce n'est celle, peu ragoûtante, d'attendre 1981, voire 1983 !

La réalité est que l'Union de la gauche a fait faillite et que son échec

apparaît au grand jour

**PROGRAMME COMMUN
PROGRAMME DÉFUNT !
UNE SEULE SOLUTION
LA RÉVOLUTION SOCIALISTE !
C'EST PAR LES LUTTES QUE
NOUS FERONS CEDER LA
BOURGEOISIE
C'EST PAR LA RÉVOLUTION
QUE NOUS CHANGERONS LA
SOCIÉTÉ**

Ce ne sont pas les visites à l'Élysée de Maire et de Ségué, de Marchais et de Mitterrand, qui satisferont les revendications et mettront en échec le nouveau plan Barre.

Aujourd'hui, nombreuses sont les forces qui s'affirment pour mettre en cause la vieille société capitaliste et refusent de s'en remettre aux fausses solutions des partis de droite ou de gauche.

Regroupons les énergies encore isolées, dispersées, contre le nouveau plan Barre, contre la répression politique et policière, contre les méfaits du capitalisme sur l'environnement, contre le racisme qui veut diviser les travailleurs français et immigrés, pour la libération des femmes dans la lutte pour le socialisme.

**RASSEMBLONS NOS FORCES
CONSTRUISONS LE RAPPORT
DE FORCE FACE À LA
BOURGEOISIE !**

En développant la lutte dès aujourd'hui pour faire payer sa crise à la bourgeoisie, c'est bien l'exigence d'une société radicalement différente que nous affirmons, d'une société débarrassée de l'exploitation et où la classe ouvrière et les masses populaires dirigeront les affaires du pays. Nos luttes d'aujourd'hui préparent le socialisme de demain.

- Contre le gouvernement Giscard-Barre, préparons le troisième tour des luttes !

- À l'action pour nos revendications. Pas un seul licenciement ! Le SMIC à 2 500 F ! Contre toutes les marées noires du capitalisme ! Mazoutés aujourd'hui, radioactifs demain ?

- Travailleurs français-immigrés, une seule classe ouvrière ! Égalité des droits ! Mesures Stolériu égalent mesures scélérates ! Non aux expulsions ! Pas de libération des femmes

sans socialisme ! Pas de socialisme sans libération des femmes !

**ELLE EST POURRIE LA SOCIÉTÉ
BOURGEOISE, CE QUE NOUS
VOULONS, C'EST LE
SOCIALISME !**

**SOLIDARITÉ AVEC LE COMBAT
RÉVOLUTIONNAIRE DES PEUPLES
DU MONDE**

Les travailleurs de France se tiennent résolument aux côtés des peuples des prétendus DOM-TOM, opprimés par le colonialisme français, qui luttent pour l'indépendance nationale immédiate et sans conditions. Ils sont solidaires de tous les peuples du tiers monde, opprimés par l'impérialisme français. Ils condamnent avec vigueur les interventions militaires de la bourgeoisie française en Afrique (Tchad, Mayotte, Sahara occidental).

Un peu partout dans le monde, les luttes des peuples se développent avec vigueur contre les deux superpuissances, le social-impérialisme russe et l'impérialisme américain. Leur rivalité acharnée, dont le point-clé est l'Europe, fait peser de graves menaces sur la paix mondiale.

Au Proche-Orient, les peuples palestiniens et libanais portent des coups sévères à l'agresseur sioniste israélien et aux complots des deux superpuissances. Nous soutenons l'OLP, seul représentant légitime de la Résistance palestinienne, et son combat pour une Palestine indépendante, laïque et démocratique. Soutenons le peuple libanais qui défend l'indépendance, la souveraineté et l'unité de son pays et les autres peuples arabes en lutte pour la récupération de leurs territoires occupés.

Nous sommes solidaires des luttes populaires de grande ampleur pour l'indépendance et la démocratie, qui se développent en Iran, contre le régime fasciste du Shah, inféodé à l'impérialisme américain.

La rivalité des deux superpuissances, et particulièrement l'agression du social-impérialisme russe et des mercenaires cubains, font de la corne de l'Afrique une zone de grande tension, au détriment des intérêts des peuples somalien, éthiopien et érythréen.

Ils organisent, aux côtés du régime fasciste éthiopien, des massacres en Éthiopie et développent une grande agression contre le peuple érythréen.

Les travailleurs de France soutiennent la lutte des patriotes d'Afrique australe contre les odieux régimes racistes, soutenus par les impérialismes US et occidentaux. Au Zimbabwe notamment, la lutte militaire et politique dirigée par le Front patriotique met en échec tous les complots des racistes et de leurs laquais, comme leur « règlement interne » et hâte l'heure de la libération.

En Amérique latine, l'impérialisme US, les oligarchies et les dictatures militaires fascistes sont atteintes de plein fouet par le développement des luttes ouvrières et populaires, comme en Argentine, Bolivie, Équateur, Panama.

Nous soutenons aussi les luttes armées révolutionnaires qui se développent en Birmanie, Thaïlande, Philippines, Malaisie et à Timor-Est où la République démocratique a déjà été fondée.

Les travailleurs de France soutiennent aussi les luttes du prolétariat américain comme celle des mineurs qui viennent de mener une grève exemplaire pendant plus de cent jours comme celles du prolétariat et des peuples soviétiques contre la dictature social-fasciste qui les opprime et leur exige d'imposer des syndicats libres représentant réellement les intérêts des travailleurs.

Comme nous nous réjouissons des victoires des peuples opprimés du monde, nous nous tenons aux côtés des pays socialistes dont la République populaire de Chine constitue le principal bastion, et nous dénonçons la haineuse campagne de calomnies qui se développe dans notre pays contre le peuple cambodgien.

- Indépendance pour les colonies françaises ! Troupes françaises hors du Tchad, hors de Mayotte !

- Vive la lutte des peuples du monde contre l'impérialisme, le colonialisme, le racisme, le sionisme et particulièrement l'hégémonie des deux superpuissances !

- A bas les deux superpuissances fauteurs de guerre !

- A bas Israël ! Palestine démocratique ! Soutien total à l'OLP ! Troupes sionistes hors du Liban !

- Social-impérialisme soviétique et mercenaires cubains hors d'Afrique !

- Vive le soulèvement populaire en Iran !

- Vive la lutte des peuples d'Amérique latine contre l'impérialisme US !



la France des luttes

150 années de coopératives ouvrières de production

150 années d'exploitation ouverte ou déguisée

La fin de la semaine dernière s'est tenu le 25^e congrès des coopératives ouvrières de production (SCOP). Ces coopératives ouvrières de production ont toujours été conçues comme « la libre association des producteurs ».

Mais bien vite et par la force des choses, ces coopératives ouvrières de production ont été intégrées dans le système capitaliste. Du rapport libre association des producteurs, on est très vite passé au rapport exploités/exploiteurs. Car, en définitive, ces coopératives pensées comme un anti-capitalisme agissant ne sont que des rouages du système capitaliste. La productivité y est d'ailleurs sur-développée, puisque chacun travaille plus pour la collectivité (association des producteurs). Du moins, chacun croit le faire.

Or, l'accroissement de la productivité signifie la rentabilisation forcée, des cadences infernales, donc une aliénation plus grande des travailleurs. De fait, il existe un patron ou un groupe dirigeant qui exerce le pouvoir. Il existe, aussi, une division du travail, telle que ceux qui sont employés à la chaîne ou à la production deviennent rapide-

ment de simples producteurs comme dans n'importe quelle autre entreprise capitaliste moyenne.

S'il existe un syndicat, celui-ci devient le gestionnaire de l'entreprise, l'adhésion y est quasi obligatoire. C'est le cas de l'AOIP (Association des ouvriers en instruments de précision). Cette entreprise compte aujourd'hui 4 600 personnes, elle a multiplié par trois le nombre de ses employés en dix ans et construit quatre nouvelles unités en France. Elle a réalisé 600 millions de chiffres d'affaires en 1977. Au départ, le seul syndicat était la CGT et le timbre était directement prélevé sur la fiche de paye.

Depuis quelques années, des sections CFDT sont nées, notamment à Brest, Evry... Cette entreprise est très rentable, le patronat très paternaliste, les cadences infernales, en bref, une boîte comme une autre !

Cela ne signifie nullement que les ouvriers coopérateurs soient responsables de leur propre exploitation mais il est impossible de créer une « zone libérée » économique dans le système capitaliste. Pour que l'émancipation des ouvriers et l'abolition du sala-

riat soient une réalité, il faut de SCOP s'y refusent et dra détruire le capitalisme. Mais cela, bien des patrons vraient-ils ?

Nous avons reçu il y a quelques temps une correspondance portant sur des licenciements de l'ACA (ex SPECI). Il s'agit d'une « coopérative ouvrière » créée suite à la fermeture de la boîte (SPECI). Cette correspondance et le tract qui l'accompagnent sont révélateurs de la réalité des « coopératives ouvrières » et des problèmes qui existent. C'est pourquoi nous la passons sans toutefois savoir la conclusion de la lutte des quatre non coopérateurs.

• Aix en Provence Quand une coopérative ouvrière licencie

Il y a quelques années, la SPECI, entreprise de chaudronnerie aixoise, déposait son bilan, et licenciat les ouvriers, ceux-ci occupèrent l'usine.

Mais, finalement, ils furent obligés d'accepter la « solution » de la coopérative ouvrière soutenue par la mairie d'Aix, soucieuse de son image « sociale ».

Quelques mois plus tard, certains ouvriers d'hier (appartenant à une même famille) se conduisent comme n'importe quel petit patron paternaliste et refusent toute discussion.

*

Nous sommes quatre soudeurs (non encore coopérateurs) d'une (soi-disante) « coopérative ouvrière », gérée par certains travailleurs assoiffés de pouvoir et soutenus par la municipalité.

Après avoir exprimé des points de divergence avec les dirigeants dans une réunion d'information, nous nous sommes vus licenciés quelques jours après, avec pour seul motif : « comportement intolérable qui pourrait nuire à l'existence de la coopérative », alors qu'aucun reproche ne nous est fait du point de vue professionnel.

Après tout cela, nous avons eu une discussion avec Monsieur Dubonnet (adjoint au maire d'Aix, chargé des Affaires économiques et de l'emploi - Conseiller régional - président de la commission ouvrière à la fédération du PS, des Bouches-du-Rhône) - discussion qui, à notre grande déception n'a abouti à aucun résultat, sauf que Monsieur le Conseiller nous a confirmé que l'ACA maintient sa décision et que lui ne peut rien pour nous. Pourtant la municipalité comptait subventionner cette coopérative et bien d'autres de ce genre.

Se voyant coincé, Monsieur l'adjoint nous propose la solution suivante !... « Mettez-vous d'accord avec l'ACA pour nommer un conciliateur (fonction que je pourrais assumer moi-même si vous n'y voyez pas d'inconvénient (a-t-il dit !))

Mais auparavant il faudra que vous me signiez tous les quatre un engagement à renoncer à toutes poursuites judiciaires avant de connaître le verdict du conciliateur !!...? Rien que ça !

Aujourd'hui nous nous adressons à tous les travailleurs de l'ACA et d'Aix pour nous soutenir dans notre action afin de dénoncer toutes les injustices nous frappant

Nous exigeons la réintégration immédiate de l'ACA avec paiement des journées perdues depuis le 20 février 1978, date des licenciements !!
UL CFDT d'Aix-en-Provence

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

l'Humanité Rouge

DANS CE NUMÉRO 4 PAGES DE L'UNION OUVRIÈRE ET PAYSANNE POUR LA DÉMOCRATIE PROLÉTAIRIENNE

Stolérin prépare la répression
NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LES GREVISTES DE LA SONACOTRA



LORIENT
SAMEDI 11 FÉVRIER
Rassemblement régional de l'Humanité rouge

Éditorial
Giscard : une politique étrangère incohérente

PARIS
LES OUVRIERS DE PHEDON OCCUPENT

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : Prénom :
Rue : Commune :
Code Postal :

FOYERS SONACOTRA

3 ANS DE LUTTE



1er MAI

REJOIGNEZ LE COMITÉ DES RÉSIDENTS EN GREVE

A L'APPEL DES

comité de résidents des foyers sonacotra au grève de Metz et Woippy

comité de soutien de Metz

COMITÉ DE SOUTIEN DES RÉSIDENTS EN GREVE

TRAVAILLEURS - FRANÇAIS - IMMIGRÉS - SOLIDARITÉ

A l'occasion du 1er mai, les comités de résidents des trois foyers Sonacotra de Metz et de Woippy ainsi que le comité de soutien de Metz ont décidé de participer à la manifestation syndicale. Dans les deux foyers de Woippy, la grève des loyers est suivie à 90 % et à 40 % au foyer de Metz. Une grève qui se maintient avec vigueur malgré les tentatives de sabotage et de division orchestrées par certains gérants.

l'Humanité Rouge
BIMENSUEL



Interview de Antoine Callens responsable du Mouvement écologique du Nord

Les principaux problèmes écologiques

(Par nos correspondants de Lille)

Q : Pourriez-vous nous présenter le bilan que vous tirez des récentes élections pour le mouvement écologique ?

R : Les résultats sont loin d'être mauvais. Alors que certains sondages nous accordaient généreusement 1% des intentions de vote, nous dépassons 5% dans plusieurs circonscriptions du département.

Mais l'essentiel, pour

nous, au cours de ces élections, c'est d'avoir pu mener un travail d'explication de nos idées, de nos objectifs, auprès de la population, par des réunions, des discussions.

Q : Justement, en ce qui concerne plus précisément notre région, quels vous semblent être les principaux problèmes écologiques aujourd'hui ?

R : A mon avis, il y en a quatre : tout d'abord, le problème de l'eau. En effet, les nappes souterraines qui alimentent la métropole lilloise diminuent. Vous avez des industriels, comme par exemple les Cartonneries, qui puisent leur eau dans ces nappes et rejettent ensuite de l'eau polluée dans la Lys. Mais il y a plus grave : cette eau souterraine se pollue.

Quelle solution envisagée par le service des Eaux du Nord ? Ils veulent réinjecter dans les nappes phréatiques les eaux des stations d'épuration. Mais si l'eau qui sort des stations d'épuration est claire, ce n'est pas pour ça qu'elle n'est pas polluée : elle n'est donc pas forcément potable.

Un autre problème sur lequel les écologistes interviennent, c'est celui des transports en commun. Savez-vous que la fréquentation de ceux-ci a diminué d'un tiers en six ans ? Et pourquoi ? Il y a le tracé des lignes, le manque de transversales, le coût élevé du transport, la suppression d'un certain nombre de lignes de tramway ou de chemin de fer.

Un troisième problème écologique important se pose dans la métropole : celui du développement incontrôlé du tissu urbain. Ainsi, on continue à construire quartier résidentiel sur quartier résidentiel, alors que rien qu'à Tourcoing, par exemple, il y a 3 700 maisons libres. Et on voit bien comment ces problèmes se rattachent entre eux : ainsi à cause de l'extension des zones construites, les eaux qui péné-

trent le sol et sont filtrées par lui pour constituer des nappes souterraines, ne sont plus que 30% de ce qu'elles étaient il y a trente ans.

Maintenant, un mot sur Gravelines, quatre centrales dans le même site ; c'est une menace pour la région. Les écologistes se sont déjà mobilisés sur ce problème, et ils ont l'intention de poursuivre la lutte.

Q : Dans l'actualité immédiate, que pensez-vous de ce qui se passe en Bretagne ?

R : Il y a une lutte à mener sur cette question. Nous avons fait une manifestation à Lille, le samedi 22 avril. Quel est le sens de notre action sur le problème de l'Amoco Cadiz, sur les problèmes en général ? Il s'agit pour nous d'expliquer ce qui se passe, de désigner les vrais coupables qui ne sont pas les simples gens, mais tout un système qui favorise les pollueurs, un État qui est leur complice. Ce que nous visons, c'est changer les mentalités par ces explications. Mais nous sommes sûrs aussi que de véritables succès en matière écologique sont inséparables d'une lutte politique pour transformer notre société de gaspillage. Il faut que les mouvements écologistes réfléchissent sur ces questions. Cependant, nous ne devons pas tomber dans le miroir aux alouettes des grands partis politiques. Il faut que nous restions indépendants par rapport à eux. Voyez Coru, conseiller municipal du PCF : il est sans doute sincère dans ce qu'il dit ; mais c'est justement ce qui est grave, ce décalage entre les paroles et les actes.

• Creil

Trois ouvriers tués par une explosion

Trois ouvriers sont morts à Creil samedi en fin de matinée, victimes d'une explosion alors qu'ils réparaient un silo empli aux trois quarts de poussière de zinc, dans l'usine « La vieille montagne » à Creil.

Les trois ouvriers, Albert Battinger, 50 ans, Jean Prévost, 46 ans et Ali Sedira, avaient gagné le sommet du silo pour réparer la tuyauterie. A peine avaient-ils commencé à faire fonctionner le chalumeau qu'une violente explosion soulevait la calotte du silo et projetait les trois ouvriers, l'un 15 m plus bas au sol, le second dans les poutrelles métalliques servant de balustrades en haut du silo, le troisième restant suspendu à sa ceinture de sécurité. Les deux ouvriers étaient tués sur le coup, le troisième devait mourir à son arrivée à l'hôpital.

La direction prétend que la sécurité était assurée et que l'explosion était imprévisible.

L'ignorance remplace la fatalité, mais justement toutes les conséquences du stockage de la poudre de zinc ne devaient-elles pas être recherchées systématiquement et avant d'entamer les travaux ne fallait-il pas rechercher si toutes les conditions étaient réunies ? Pour la direction de l'usine, c'était bien trop lui demander.

26 jeunes condamnés pour usage de drogue

Le tribunal de grande instance de Brest a condamné, vendredi dernier à des peines de prison ferme ou avec sursis ainsi qu'à des amendes, 26 jeunes qui avaient consommé ou vendu de la drogue. Le principal inculpé a été condamné à trois ans de prison ferme. D'autres ont été condamnés à deux ans et un an de prison ferme.

Si nous sommes opposés à l'usage de la drogue, qui a pour effet de réduire souvent ceux qui en consomment à l'état de loque, nous sommes opposés à toute répression contre ceux qui font cette consommation. Il faut noter que la fille du magnat de l'automobile allemande Von Opel qui stockait dans sa villa au bord de la Méditerranée plus d'une tonne de drogue saisie l'été dernier par la police, a effectué un passage rapide en prison avant de recouvrer son entière liberté.

On ne peut pas pourtant, comparer quelques grammes, voire quelques kilogrammes de drogues avec une tonne de drogue. Ceci confirme que les véritables trafiquants de drogue, qui font des fortunes ne sont pas inquiétés, alors que ceux qui en font l'usage sont lourdement condamnés.

Justice

Justice pour la vieille que l'on vient d'expulser

Justice pour l'ouvrier qui ne veut plus être exploité

Justice pour Mohammed, mon Frère que le flics ont tabassé

Justice pour l'enfant du bidonville Qui ne voit que la misère Justice pour le chômeur que ta société a tué

Justice pour l'homme emprisonné pour ses idées

Regarde ceux qui se lèvent et qui luttent, camarade

La Justice est avec eux. Elle est rouge.

A Mao

C'est en sortant de l'usine Qu'il a appris la nouvelle. Là-bas un homme était mort Il a pensé à lui, ce soir-là Alors il a pris un livre Que cet homme avait écrit, il y a longtemps En le refermant, il savait que sa pensée vivrait éternellement.

• Paris 18 ème

Le racisme

Diffuser, sur le marché du Boulevard de la Chapelle, 18e, des tracts appelant à un spectacle d'animation pour enfants, organisé par le Théâtre des Bouffes du Nord, cela peut attirer des ennus.

Ce tract invitait les enfants qui ne sont pas partis en vacances, et ils sont nombreux dans le quartier ! Le mercredi 19 mars 1978 à midi, un adulte et six enfants de « L'Atelier d'enfants du 18e » furent empêchés par la police de distribuer ces tracts, et l'adulte fut amené au poste de police pendant 30 mn pour contrôle d'identité et lui dresser une contravention. Le motif : « Gêne la

circulation des piétons » ! Les enfants ont été laissés là seuls sur les lieux. Tout ceci, en fait, parce que s'est amorcé un début de discussion avec des femmes accompagnées d'enfants.

Il est vrai, aussi, que le diffuseur était... immigré, et en cette période, tout est prétexte aux flics pour exercer contre eux, intimidations, humiliations, provocation et répression.

Ce geste de provocation, comme tant d'autres (quadrillage, tabassage) que subissent tous les jours les immigrés, amène des associations du quartier à réagir immédiatement et à rester vigilantes.

Correspondant

• Saint Gaudens

Tout est bon pour exploiter les travailleurs immigrés

Il existe dans le port de Marseille à l'embarquement des voyageurs des individus appelés écrivains « publics » qui remplissent des fiches de transit et autres papiers, bien entendu, pas gratuitement, aux travailleurs immigrés qui prennent le bateau pour aller chez eux.

J'avais rencontré un travailleur immigré qui devait remplir deux fiches et qui ne savait pas le faire car il ne savait ni lire, ni écrire (son père étant trop pauvre

pour avoir pu l'envoyer à l'école). Je me propose pour les lui remplir ; c'est alors que je me suis faite interpellé par un de ces écrivains sous prétexte que je lui sabotais son travail.

De plus, pendant que je remplissais ces fiches, un flic passait et repassait devant moi, me regardant d'un air hostile car j'avais un tant soit peu dérangé l'ordre établi (peut-être espérait-il m'intimider ainsi que le travailleur immigré).

Le Groupe Information Asiles (GIA), le Collectif d'Enquête et d'Etudes sur les Pratiques Psychiatriques, (ICEPPI), le Comité de lutte des Handicapés (GLH), le Comité d'action des prisonniers (CAP), organisent un meeting le :

29 avril de 14 h 30 à 18 h

Salle Ambroise Croizat de la Bourse du Travail 3, rue du chateau d'eau, Paris 10e Métro : République

Ce meeting doit démontrer :

- Comment la psychiatrie est politique ici et aujourd'hui.

- Qu'il faut lutter contre la psychiatrie car elle est une arme de domination politique et idéologique.

- Que cette lutte est possible et déjà commencée (voir notamment les recours actuels des camarades contre leurs internements : actuellement 32 recours connus ! Voir les luttes ponctuelles d'internes contre l'ergothérapie ; l'entrée en lutte de certains soignants ; la contestation toujours plus importante de la chimiothérapie ; et enfin la campagne menée par le GIA, le CLH et l'AEERL pour la reconnaissance et l'application de la Charte des Internés).

Les tests à l'école

Un instrument de sélection

Chaque année, à la fin du 1er trimestre, les instituteurs doivent signaler au directeur de l'école une liste d'enfants dits en « difficulté », tant sur le plan scolaire qu'au niveau du comportement. Cette liste est envoyée à l'IDEN et le cas de l'enfant examiné à la CDDES, dont le rôle a déjà été dénoncé dans l'HR.

C'est elle qui décide de l'orientation des enfants vers les classes de perfectionnement ou les établissements spécialisés. Sur quels critères ? La débilité, définie par des arrêtés officiels qui, depuis 1965 régissent l'entrée en classe de perfectionnement : « Si l'efficacité intellectuelle globale de l'enfant débile peut être comparée à celle d'un enfant plus jeune, sa structure mentale n'est pas exactement la même. Les résultats de l'enfant débile sont satisfaisants, supérieurs mêmes à ce que son âge mental laissait prévoir lorsque la tâche est simple et répétitive... sa réussite est meilleure dans les activités qui font appel à la compréhension qu'à l'invention ».

Voilà en quelques lignes le portrait type du « débile » : un être incapable d'initiative intellectuelle et destiné, par conséquent, aux tâches simples et répétitives (traductions ; le travail à la chaîne, ou tout simplement productif !). Et des critères scientifiques sont là pour le prouver : au sein de la CDDES, un psychologue scolaire a pour tâche d'élaborer le QI de l'enfant, c'est à dire le rapport entre son âge réel et son âge mental (ainsi un QI peut se pré-

senter sous la forme 0,80. Cela signifie que l'enfant âgé de 10 ans a obtenu une note au test qui correspond à l'âge mental de 8 ans. Le plus souvent pour des raisons de commodités, on multiplie le résultat par 100 *. Ainsi un enfant ayant un quotient intellectuel compris entre 65 et 80 sera dit « débile léger » et orienté vers une classe de perfectionnement.

Mais comment s'élabore cette mesure dite « scientifique » ?

Pour établir le QI, le test le plus utilisé par les psychologues scolaires est le WISC, dont l'objectif est de « mesurer toutes les possibilités de l'intelligence ». Il se divise en tests « verbaux » et tests de « performance ».

TESTS VERBAUX

— *Tests d'information* : Le psychologue pose à l'enfant des questions qui progressivement se compliquent :

1— Combien d'oreilles as-tu ?

4— Quel animal donne du lait ?

17— Qui a écrit les « Misérables » ?

20— Quelle est la hauteur du Mont blanc ?

30— Qu'est-ce que le tanin ?

Il s'agit ici d'un pur exercice de vocabulaire comme en classe, et qui tient compte comme en classe de la réalité vécue par une minorité d'enfants, issue des milieux bourgeois et petits bourgeois.

— *Test de compréhension* : On présente à l'enfant différentes situations et on lui demande quel comportement il adopterait face à elles :

Question : Que ferais-tu si on t'envoyait chercher du pain et que le boulanger te réponde qu'il n'y en a plus ?

Bonnes réponses : Acheter des biscottes, prendre du pain de mie.

Mauvaise réponse : Demander quand il y en aura pour revenir en chercher plus tard.

Question : Pourquoi les femmes et les enfants doivent-ils être sauvés les premiers dans un naufrage ?

Bonnes réponses : Les enfants ont plus d'années à vivre que les adultes. Les femmes et les enfants ne sont pas aussi forts que les hommes.

Mauvaise réponse : Parce que les femmes passent toujours les premières.

Question : Que fais-tu lorsque tu as perdu la balle de ton camarade ?

Bonne réponse : Je lui donne de l'argent.

Mauvaises réponses : Je vais la chercher. Je pleure et je vais voir maman.

Question : Pourquoi vaut-il mieux donner de l'argent à une organisation charitable qu'à un mendiant dans la rue ?

Bonnes réponses : Assurance que l'argent va à une personne qui en a vraiment besoin. Les organisations charitables sont mieux placées pour découvrir les cas vraiment intéressants.

Mauvaises réponses : Le mendiant peut nous attaquer. Le mendiant irait boire l'organisation donne de la nourriture.

Toutes les questions posées (autres exemples : « pourquoi élit-on les députés » ; « pourquoi emprisonne-t-on les criminels »...) font référence à la morale bourgeoise, il en va de même pour le contenu exigé dans les réponses (domination de l'homme sur la femme, division du travail, honnêteté...). D'autre part, on voit mal ce qui sépare les bonnes réponses des mauvaises... si ce n'est que dans les bonnes on a affaire à des justifications (cf. ex des femmes) alors que dans les mauvaises les choses sont dites « crument » (l'idéologie bourgeoise n'y est pas enveloppée ou masquée !)

Suit une :

— *Epreuve d'arithmétique* où l'enfant doit résoudre en un certain temps des problèmes aux difficultés croissantes (multiplier, additionner, diviser...). Il s'agit là d'un exercice purement scolaire.

— *Test des similitudes* :

Cette épreuve comporte une série de 16 questions sur des recherches des similitudes entre deux objets ou deux concepts. Exemple : en quoi se ressemblent une prune et une pêche ?

Ici encore, classification entre « bonnes » et « mauvaises » réponses.

Les bonnes réponses sont retenues en raison de leur caractère d'abstraction et de conceptualisation, les mauvaises réponses font référence à des expériences pratiques vécues par l'enfant (c'est elles qui sont pénalisées !)

— *Epreuve de vocabulaire* :

L'enfant doit trouver la signification de mots (liste de 40 mots) : « chien, caramel... gravier... loquet... vareuse... plover... alanguissement ».

Soit les questions font appel à des évidences qui déroutent l'enfant (« qu'est-ce qu'un chien ? »), soit elles font référence à une certaine culture, à une maîtrise du langage.

Aux tests verbaux, succèdent les tests de performance : arrangements d'images, assemblage d'objets, codage et décodage... Sensés « rattraper » les enfants défavorisés par les tests ver-

baux, en fait : ils font appel au même type d'intelligence : abstraite, conceptuelle, coupée de toute pratique.

A partir des points obtenus à chaque épreuve est calculé le quotient intellectuel de l'enfant, mesure rigoureusement scientifique, nous dit-on !

d'échec à l'école, et un intellectuel qui détient tous les pouvoirs (celui dont dépend l'orientation de l'enfant).

Alors où est la science là-dedans ?

Le QI est en fait un instrument de sélection, au service de la bourgeoisie.

Question : Chat-souris

Bonne réponse : animaux vertébrés, mammifères.
Mauvaise réponse : Ils se chassent l'un l'autre.

Question : Ciseaux-casserole.

Bonne réponse : Tous les deux sont en métal.
Mauvaise réponse : On s'en sert dans la cuisine.

Question : Mètre-kilo.

Bonne réponse : Unité de mesure.
Mauvaise réponse : C'est pour mesurer.

Question : Premier-dernier.

Bonne réponse : Extrêmes d'une série.
Mauvaise réponse : Des opposés.

Question : Liberté-justice.

Bonne réponse : Idéaux-Valeurs sociales.
Mauvaise réponse : Tous les deux signifient paix.

Or, il est clair, à l'examen des différentes épreuves que les tests reproduisent purement et simplement des exercices scolaires. Pour un enfant déjà en situation d'échec à l'école, ces épreuves ne font que confirmer ses difficultés. On constate aussi, que de même qu'à l'école :

C'est à la capacité d'abstraction qu'on fait appel ; les situations proposées sont coupées de toute pratique ; tout ce qui fait référence à une expérience concrète est évacué.

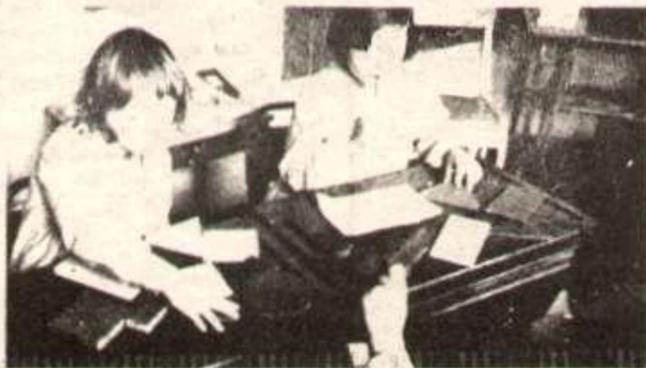
Le contenu des tests, comme les réponses exigées, font référence à l'idéologie et à la morale bourgeoise (domination de l'homme sur la femme, division du travail, humanisme...). Là encore, c'est en fonction de ses normes que la bourgeoisie sélectionne (la très grande majorité des enfants qui passent les tests sont issus des milieux populaires)

N'oublions pas non plus que le rapport du psychologue à l'enfant n'est pas neutre et n'a rien de scientifique : c'est à un rapport social que nous avons affaire, entre un enfant de milieu défavorisé, en situation

qui, sous couvert de science, décrète les enfants de la classe ouvrière « anormaux » et les relègue dans des classes dépotitoirs.

Les tests ne font que renvoyer aux normes et aux valeurs de la bourgeoisie. La scolarité « normale » c'est la scolarité des enfants de la bourgeoisie, les enfants des classes populaires eux sont renvoyés à l'anormalité. Seulement on ne peut le dire comme ça... Il faut le justifier... alors on invente le QI et tout un arsenal « scientifique »... et par ce biais, on élimine de l'école les enfants de la classe ouvrière (ils se retrouveront pour un temps dans des classes spéciales !)

La lutte contre les tests ne concerne pas seulement les psychologues. C'est aux enseignants (instituteurs, professeurs), parents de s'unir pour mener un travail d'explication et de sensibilisation sur ce que l'on peut appeler plus généralement la « médicalisation des problèmes scolaires » (cf. projet Gamin, problème des fichiers scolaires...) dont sont victimes en premier lieu les enfants des milieux populaires.



Feu vert pour la hausse des prix

Au cours du Conseil interministériel - historique - de lundi dernier, comme au cours du Conseil des ministres de ce mercredi, le gouvernement met concrètement en place son plan économique : hausse des prix (en commençant par les services publics), blocage des salaires et restructuration donc licenciements.

Mardi, au sortir du Conseil interministériel extraordinaire du cabinet Barre, Monory, ministre de l'Industrie, rappelait que la décision gouvernementale de

laisser au patronat toute liberté sur les prix : « Il ne s'agit pas d'une libération conditionnelle, mais d'une libération donnée une fois pour toutes et irréversible. »

LES SERVICES PUBLICS

Il précisait que la hausse allait s'ensuivre, c'est ce qu'il appelle pudiquement « un dérapage » : « Il y aura nécessairement un dérapage de l'indice à cause des services publics ».

« Dérapage », le mot est joli. La réalité est sensiblement moins agréable : EDF réclame 15 % d'augmentation de ses tarifs, GDF 9 %, la SNCF 15 %, la RATP 10 %, 30 % d'augmentation du prix du charbon sont d'ores et déjà décidés.

Le timbre-poste devrait passer à 1 F 20 (plus 20 %). Au premier juin, le litre de super va coûter 21 centimes plus cher (2 F 58 au lieu de 2,37).

La politique de libération des prix décidée par le plan Barre fait donc sentir directement et sans tarder ses conséquences. Il ne pouvait en être autrement.

RESTRUCTURER C'EST LICENCIER

Autre grand axe de la politique de Barre rappelée par Monory lundi : la restructuration : « Certains secteurs où nous étions compétitifs devront malheureusement subir une reconversion ».

« Reconversion », là encore le mot est doux. Décidément, Monory est un ministre qui a du vocabulaire... La reconversion devrait surtout frapper dans la sidérurgie, le papier-carton, l'habillement, la chaussure, le textile.

Reconvertir, c'est automatiquement pour le patronat, licencier : 2 500 licenciements programmés chez Boussac, 560 aux Tanneries françaises réunies, 700 chez Terrin à Marseille. L'accord signé par la CGT et le patronat de la construction navale à Dunkerque n'empêche pas les 114 licenciements prévus.

ENFIN : BLOCAGE DES SALAIRES

Dernier mot joli de Monory, le ministre de l'Industrie qui a des lettres : le « laxisme ». Monory redoute de la part du patronat « un comportement laxiste des chefs d'entreprise par rapport à la masse salariale ». Craindre que les patrons se

laissent aller à trop de générosité sur les salaires, n'est-ce pas se moquer du monde ?!

Monory n'a bien sûr rien à craindre et il le sait. Ce n'est là qu'une manière de rappeler avec le minimum de formes qu'à la hausse des prix programmée correspond un blocage des salaires lui aussi programmé dans le plan Barre.

Barre avait annoncé, Monory vient de confirmer :

politique dite « d'austérité » qui profitait au grand patronat, vient de succéder une politique de « libération des prix » qui profite aux mêmes.

Ce gouvernement est bien un gouvernement au service de la classe des capitalistes. Pas de surprises. Reste à voir maintenant quel artifice trouvera l'équipe Giscard-Barre-Monory pour concilier ces mesures ouvertement anti-populaires avec la poli-

« Le retour à la liberté des prix industriels pourrait entraîner une hausse supplémentaire de l'indice un peu inférieure à 1 % » révèle la « Lettre de l'Expansion », organe patronal. Le journal précise que la fameuse « vérité des prix » annoncée par le gouvernement représenterait plus de 1 % d'augmentation supplémentaire ».

Sans fausse honte, la « Lettre de l'Expansion » révèle aussi : « A l'Élysée, on estime qu'au total l'opération-prix pourrait coûter entre 2 et 2,5 % de l'indice ». L'indice était, l'année dernière de 9 %, selon le gouvernement, et de 11 % selon la CGT. Si l'on y ajoute les 2 % ou les 2,5 % annoncés par l'« Expansion », cela donne une hausse des prix annuelle entre 11 et 13 %.

Quand Barre était arrivé à Maignon pour la première fois, il avait garanti, qu'en aucun cas, la hausse ne dépasserait les 6,5 %. On en arrive au double. Bravo !

Quant aux salaires, la « Lettre de l'Expansion » révèle que le gouvernement ne les voit pas augmenter de plus de 10 % l'an. La baisse du pouvoir d'achat serait dès lors de 3 % l'an environ.

mercredi soir nous en saurons plus encore : le gouvernement ne cache plus la politique qu'il mène. A une

tique dite « d'ouverture sociale » définie par la droite avant les élections législatives.

En bref

LES MALHEURS D'UN BARON

Tout le monde savait qu'Édouard-Jean Empain était un pauvre malheureux qu'il fallait plaindre.

Après avoir démissionné de son poste de président de l'empire industriel dont il est à la tête (le groupe Empain), le voilà qui veut se débarrasser de son « petit studio » : faut-il vivre sous les ponts ? Aurait-il besoin de quelque menue monnaie ? Il demande la bagatelle d'un milliard de centimes pour le débarrasser de son « duplex » de 300 m², entouré de terrasses et d'un jardin suspendu, doté d'une salle de projection privée, d'un salon de musique, d'une pièce réservée aux jeux de cartes...

Serait-ce pour payer les dettes qu'il a au casino (encore un petit milliard, paraît-il) ? Il jouait au jeu - en une soirée - ce qu'un honnête et simple travailleur mettrait plus de cent ans à gagner.

GRADIGNAN (GIROÏNDE) LA POLICE ÉVACUE UNE USINE-TEXTILE EN GRÈVE

C'est au cours du week-end que l'usine-textile de Saint-Joseph, à Gradignan, fermée et occupée par ses employés depuis février 1977, a été évacuée par les forces de répression. L'usine compte 1 050 salariés dont 750 ouvrières, 4 sur 5 sont donc des femmes. Pour subvenir à leurs besoins, elles avaient décidé de faire une « vente populaire » de vêtements.

Après son intervention, la police et une entreprise privée ont enlevé les machines et les stocks de tissu qui se trouvaient dans l'usine. Les ouvrières, qui s'attendaient à un coup de force, avaient défilé, vendredi, les habits qu'elles prévoyaient de vendre le lendemain. Les flics sont repartis dimanche soir.

Après l'intervention policière, un rassemblement s'était tenu sur le terre-plein proche de l'usine.

NICE CROUPIERS ESCROCS ÉCROUÉS

Depuis deux semaines, ça va mal pour les croupiers-escrocs des grandes salles de jeu. Entre le 14 et le 24 avril, seize d'entre eux ont été inculpés. Dimanche, c'était le tour de trois d'entre eux, un chef de table et deux employés de jeu attachés à la roulette au casino de la Méditerranée de Nice, inculpés pour « abus de confiance et escroquerie » et écroués.

Cela fait suite aux premières inculpations opérées au casino du Ruhl. Paraît-il que ce dernier serait en « faillite » du fait des sommes détournées par certaines personnes qui sont plus ou moins liées à la mafia des « égouts ». La fauche en serait la cause !

Si les casinos et autres salles de jeux sont par eux-mêmes des escroqueries, il arrive aussi que ce soit eux qui soient escroqués. Un vrai roman-feuilleton.

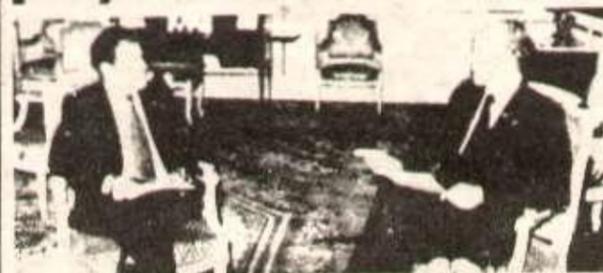
480 CHEMINOTS EN GREVE

Depuis lundi à 4 heures du matin, environ 480 cheminots de l'Exploitation de Miramas sont en grève.

Ils entendent ainsi protester contre la direction SNCF qui met en pratique là comme partout ailleurs le plan de restructuration qui prévoit des milliers d'emplois en moins (moins 90 000 emplois pour toute la France d'ici 1990 et une productivité toujours plus grande.

• Fougères (Ile et Vilaine)

Manifestation paysanne



Debatisse et Giscard : les gros paysans et les trusts.

Ce lundi 24 avril, c'était environ 15 000 paysans qui étaient venus manifester pour l'augmentation des revenus. Lundi après-midi, Fougères était devenue la capitale des revendications paysannes, leurs conditions de vie se dégradant de jour en jour.

Ils venaient de trois régions à l'appel de la Fédération régionale de l'Ouest de la FNSEA, le syndicat de Debatisse. C'était donc ce syndicat qui en avait la direction et ça s'entendait.

Les propositions de ces responsables servent toujours les mêmes : les gros paysans et les trusts. Par exemple, en demandant une

augmentation de 10 % des prix, la dévaluation du franc vert, le démantèlement des montants compensatoires monétaires européens. Ce qui ne les empêchait nullement d'utiliser à l'occasion un langage dur pour paraître indépendants du pouvoir.

Mais, durant les discours, peu de paysans écoutaient, sauf les gros avec leurs beaux habits. Mais par contre, on discute ferme.

Cette manifestation avait pour but de canaliser le mécontentement. Comme pour les manifestations CGT, c'est le genre promenade tranquille, il n'y a pas d'enthousiasme.

BORDEAUX - Campus universitaire
Projection-débat
Film sur la lutte du Peuple de Zimbabwe
contre le régime raciste de Rhodésie
Jeudi 27 avril à 20 h 30
Village 5 - salle du bâtiment AB
COMITÉ ZIMBABWE

Visite d'une délégation du PCR(ml) en Chine

Selon l'agence « Chine Nouvelle », Keng Piao, membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois, et chef du Département de liaison internationale du Comité central du Parti communiste chinois, a rencontré, le 20 avril, la délégation du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), conduite par son secrétaire général, Cluzot. Il a eu une conversation cordiale et amicale avec elle.

A l'issue de l'entrevue, le camarade Keng Piao a

offert un banquet en l'honneur des camarades français.

A ces occasions, on notait la présence de Feng Hsuan, membre du Comité central du Parti communiste chinois et chef adjoint du Département de liaison internationale du Comité central du Parti communiste chinois.

La délégation avait visité Pékin, Yenan et Changhaï. Durant son séjour à Pékin, elle était allée au Mémorial du grand dirigeant et éducateur, le président Mao, pour lui rendre hommage.